Nouvelles locales du mardi 12 novembre 2013

@rib News, 12/11/2013 | Politique - Le projet de révision de la constitution de la République du Burundi n'a pas fait l'objet de consensus au sein de la classe politique burundaise comme le fait savoir le président du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri. Le docteur Jean Minani voit que le parti au pouvoir n'a même pas la majorité requise pour procéder à la révision de ce texte fondamental et que par conséquent, il aura besoin du soutien des autres groupes parlementaires représentés à l'Assemblée nationale de Kigobe. Ainsi, il lance un cri d'alarme pour que le pouvoir puisse entendre et écouter les autres afin de mettre en place une loi qui apportera du bien au peuple. Selon lui, la constitution dont le projet de révision a été déposé à la table du parlement n'est pas rassurant quant à l'avenir du pays. Il conseille donc aux députés de voter ce texte. [rpa]

- Le forum pour la conscience et le développement (FOCODE) estime que derrière la révision de la constitution de la République du Burundi cache mal des choses. Le président de ce forum trouve que même si les chiffres de 60% et 40% respectivement pour les Hutu et pour les Tutsi dans les institutions ont été repris, le chiffre de la majorité de 50%+1 voix ne vise qu'à écarter l'ethnie qui n'a pas cette majorité à l'Assemblée nationale. Pacifique Nininahazwe fait de ne pas requérir l'avis du Sénat dans les nominations va dans ce même sens de se passer de ces pourcentages. Il trouve également que selon ce projet de révision de la constitution, le premier ministre et le président de la République auront des pouvoirs exorbitants alors qu'ils sont de la même ethnie au détriment du vice-président qui de l'ethnie différente. Selon lui donc, c'est comme s'il y aurait une personne qui sait bien quelle va occuper le poste de premier ministre. Il constate en fin que le fait d'avoir un président et un premier ministre issus d'une même ethnie est de la part de Micombero et Bagaza ; mais que dans la suite, les politiciens ont compris que cette pratique ne tient pas. Il considère alors que ce projet de révision devrait faire objet de consensus pour quelle apporte du bien à la population. [rpa/bonesha/rtr]-

L'association Espoir pour la Promotion de Leadership (EPL-Burundi) a sorti un communiqué de presse dans lequel elle annonce le comportement du gouvernement burundais de vouloir mettre fin à la mission du BINUB au Burundi. Le vice-président de cette association estime que cette période de préparation des élections de 2015, ce n'est pas le moment opportun de demander au BINUB de faire ses valises. Jean Marie Vianney Gahimbare estime que ce bureau est plus que nécessaire puisqu'il a initié le dialogue entre les politiciens qui ont rédigé une feuille de route et que son influence dans les différentes unions des bailleurs du Burundi est déterminante. Il constate plutôt qu'au lieu de demander la fin de cette mission, il devrait demander la prolongation de ce mandat. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Le professeur Pascal Niyonizigiye, spécialiste des relations internationales constate qu'il y a encore des questions en suspens au Burundi et qui devraient continuer à faire objet de dialogue entre les politiciens burundais comme la révision de la constitution et des autres lois, le processus électoral, la mise en application de la feuille de route convenue entre les politiciens bien d'autres. Ainsi, il voit que tout cela nécessite une aide extérieure de la part d'une organisation comme le BINUB dans le sens de la facilitation même si le gouvernement burundais souhaite son départ. Selon lui, son rôle est primordial dans la résolution de ces questions puisque la classe politique burundaise est loin de dégager un consensus. [bonesha]-

La secrétaire exécutive de l'association Bangwe et Dialogue dans la Région des grands lacs africains trouve que les politiciens burundais ont beaucoup à faire dans le but de bien mener les élections de 2015. Collette Samoya trouve qu'il faut bien un dialogue franc et constructive dans le sens de trouver un compromis en ce qui est de la révision de la constitution et du maintien ou non de la représentation spéciale du Sénat des Nations Unies au Burundi. Elle demande donc aux politiciens d'être plus enclins au dialogue. [bonesha] | Economie - Le président de l'association PARCEM trouve amèrement que l'économie nationale est dans une situation critique dans ces derniers jours. Selon Faustin Ndikumana, la dette tant intérieure qu'extérieure continue de prendre une flèche montante et dépasse les 1.000 milliards alors que les appuis des bailleurs viennent à compte-goutte. Il précise que même si lors de la réunion des bailleurs récemment tenue à Bujumbura, le gouvernement a affirmé qu'il a déjà eu en papier plus de la caisse de l'Etat n'a que 14%. Il voit que la situation est autant plus morose que cette dette devra être apurée avec des intérêts. Il constate aussi que le pays s'enfoncé davantage en empruntant à la BRB, ce qui n'est pas tout une solution. Il demande la tenue des États Généraux du secteur des finances publiques afin de recueillir des propositions de tout genre en faveur d'une évolution de la situation. [rtnb/rtr/bonesha/isanganiro/rpa] | Education - Les jeunes du parti CNDD s'insurgent contre le comportement des autorités scolaires de l'université du Burundi d'origine du climat malsain qui règne dans les campus universitaires. Dans un communiqué rendu public ce mardi, ils disent ne pas comprendre l'attitude de ces autorités qui veulent diviser les étudiants au sujet des élections des représentants de ces derniers puisqu'elles privilégient plutôt le désordre dans cette institution et au sujet des élections des représentants des étudiants. Ils demandent à ces autorités de mettre fin à cette ingérence afin de laisser la tranquillité aux étudiants dans le choix de leurs représentants. Selon eux, la démocratie commence par là. [isanganiro] | Justice - Le

FOCODE s'inquiète de la disparition des témoins à charge dans les dossiers des exactions extra-judiciaires des derniers jours. Selon le président de cette association, la disparition de ces personnes est préjudiciable à la vérité dans ces exactions et Pacifique Nininahazwe jette le tort au gouvernement qui n'arrive pas toujours, non pas par manque de moyens mais par manque de volonté, à protéger cette catégorie de personnes. Il ajoute en effet que les organisations de la société civile ont demandé avec instance la protection des témoins dans les affaires de Ndombolo et Rwembe mais, il déplore la mort d'un des témoins dans l'affaire Ndombolo alors qu'il avait crié que sa sécurité n'est pas en demande au président de la République, au procureur général de la République et au ministre de la justice de dire ce qu'ils sont en train de faire pour protéger ces personnes. Selon lui, cela va dans le sens de montrer la protection qui sera servie aux personnes qui seront appelées à témoigner dans le cadre de la CVR. [rpa/isanganiro]